

ENTENDS-TU, MAIDAN?

par SERHIY KEMSKY

19 décembre 2013

I am surprised by the statements that have been heard recently on social networks. Like, the Maidan lacks meanings, leaders, plans, motivations or something else. After talking to dozens of Maidan protesters, I was personally convinced that everyone has their own vision of further action. Moreover, it is possible to generalize all these visions, because they do not contradict each other.

This article is an attempt at such a generalization. I hope that everyone who cares will join the constructive conversation, and together we will formulate a joint action plan.

Implement Article 5 of the Constitution

Maidan chants «*Gang away!*» and really wants the current helmsmen to vacate their seats. At the same time, everyone agrees that we did not gather here to elect a new good king.

The demand of the community is to transform the state from a feudal whip into an instrument of self-organization of society. We no longer need shepherds - we need community executors who can effectively coordinate public resources to achieve common goals. The Maidan demands that people in power care about public values, not family values.

In addition to the head of the vertical power, many abuses are committed by local officials. People suffer from them not only in Lviv and Kyiv, but also in Donetsk and Sevastopol.

Maidan, referring to Article 5 of the Constitution, invented a remedy against this, formulated by Les Podervianskyi. If we express this demand in bold political terms, we are talking about the development of instruments of direct democracy in Ukraine.

In particular, we need legal instruments through which society can influence laws and those who have to implement them. Ideally, the positions of heads of regional police departments, district courts, prosecutor's offices, etc. should be elected.

Some believe that society is not ready for so many elections, so today it is possible to limit the right of a community to dismiss any official who operates in that community. For example, the President of Ukraine

Je suis surpris par les déclarations qui ont été entendues récemment sur les réseaux sociaux. Par exemple, le Maïdan n'a pas de sens, de leaders, de plans, de motivations ou autre chose. Après avoir parlé à des dizaines de manifestants de Maidan, j'ai été personnellement convaincu que chacun a sa propre vision de l'action à venir. En outre, il est possible de généraliser toutes ces vues, parce qu'elles ne se contredisent pas.

Cet article est une tentative de généralisation. J'espère que tous ceux qui se sentent concernés se joindront à la discussion constructive et qu'ensemble nous formulerons un plan d'action commun.

Mettre en œuvre l'article 5 de la Constitution

Maidan scande «*Les gangs dehors!*» et souhaite vraiment que les gouvernants actuels quittent leur siège. En même temps, tout le monde s'accorde à dire que nous ne nous sommes pas réunis ici pour élire un nouveau bon roi.

La demande de la communauté est de transformer l'État d'un fouet féodal en un instrument d'auto-organisation de la société. Nous n'avons plus besoin de bergers, mais d'exécutants communautaires capables de coordonner efficacement les ressources publiques en vue des buts communs. Le Maïdan exige que les personnes au pouvoir se préoccupent des valeurs publiques, et non des valeurs familiales.

En plus du chef du pouvoir vertical, de nombreux abus sont commis par des fonctionnaires locaux. Les gens en souffrent non seulement à Lviv et à Kiev, mais aussi à Donetsk et à Sébastopol.

Maidan, se référant à l'article 5 de la Constitution, a inventé un remède contre cela, formulé par Les Podervianskyi. Si nous exprimons cette demande en termes politiques audacieux, nous parlons du développement d'instruments de démocratie directe en Ukraine.

En particulier, nous avons besoin d'instruments juridiques permettant à la société d'influencer les lois et les personnes chargées de les mettre en œuvre. L'idéal serait que les chefs des services de police régionaux, des tribunaux de district, des bureaux des procureurs, etc. soient élus.

Certains pensent que la société n'est pas prête pour autant d'élections, il est donc possible aujourd'hui de limiter le droit d'une communauté à révoquer tout fonctionnaire qui opère dans cette communauté. Par

can be dismissed by all citizens of Ukraine; head of the department of the Ministry of Internal Affairs of the region - residents of the relevant region; the chairman of the appellate court of the city - citizens of this city, the chairman of the district court - people living in this district; the head of ZhEK - inhabitants of the houses which are served by this office.

In order to initiate such a resignation, the citizens of Ukraine should not prove to anyone the validity of their demand - to look for which article of the code was violated by the official.

The universal reason for dismissal is that they *"lost the trust of citizens."*

If an official is fired after a local referendum, he or she should be deprived of all civil servant benefits and receive a minimum pension when he or she reaches old age. He may not be appointed to any public office, but must not be restricted in his right to be elected by citizens to an elected office.

It is necessary that after several showy dismissals they resign themselves, without waiting for the people to express their distrust and deprive them of the last cookies.

I would call it a permanent lustration: cleansing not from those who once collaborated with someone, but from those who are now ruining the lives of Ukrainian citizens or may decide to do so in the future.

In order to implement this requirement, we need changes in the legislation on referendums on the people's initiative - and not only on the possibility of dismissing officials through referendums.

The procedure for initiating referendums needs to be brought up to European standards. For example, in Switzerland, which has a population of 8 million, 50,000 signatures are needed to initiate a referendum, which is about one and a half percent of citizens. In Spain, which has a population of 45 million, there are just over one percent of 500,000. In Ukraine, this figure is 3 million signatures or 6.5 percent of the country's population.

Because of this, only well-funded structures with the support of Ukrainian or foreign authorities can organize a *"referendum on the people's initiative"* in Ukraine. They are also citizens of Ukraine, but this can be called a people's initiative only very tentatively.

Therefore, we need to reduce the number of signatures for initiating a referendum to 1-2 percent of the inhabitants of the territory where the referendum is held.

If the figure is 2 percent, it will be necessary to col-

exemple, le président de l'Ukraine peut être démis de ses fonctions par tous les citoyens ukrainiens; le chef du département du ministère de l'intérieur de la région - les résidents de la région concernée; le président de la cour d'appel de la ville - les citoyens de la ville; le président du tribunal du district - les résidents du district concerné; le chef du ZhEK - les habitants des maisons desservies par ce bureau.

Afin d'initier une telle démission, les citoyens ukrainiens ne doivent pas prouver à qui que ce soit la validité de leur demande - ils doivent chercher quel article du code a été violé par le fonctionnaire.

Le motif universel de licenciement est qu'ils ont *«perdu la confiance des citoyens»*.

Si un fonctionnaire est licencié à la suite d'un référendum local, il doit être privé de tous les avantages liés à la fonction publique et recevoir une pension minimale lorsqu'il atteint l'âge de la retraite. Il ne peut être nommé à aucune fonction publique, mais ne doit pas être limité dans son droit d'être élu par les citoyens à une fonction électorale.

Il faut qu'après plusieurs licenciements spectaculaires, ils démissionnent, sans attendre que le peuple exprime sa méfiance et les prive des derniers biscuits.

J'appellerais cela une lustration permanente: une purification non pas de ceux qui ont collaboré avec quelqu'un, mais de ceux qui ruinent aujourd'hui la vie des citoyens ukrainiens ou qui pourraient décider de le faire à l'avenir.

Pour mettre en œuvre cette exigence, nous devons modifier la législation sur les référendums d'initiative populaire - et pas seulement sur la possibilité de révoquer des fonctionnaires par référendum.

La procédure de déclenchement des référendums doit être mise en conformité avec les normes européennes. Par exemple, en Suisse, qui compte 8 millions d'habitants, 50 000 signatures sont nécessaires pour lancer un référendum, ce qui représente environ 1,5 % des citoyens. En Espagne, qui compte 45 millions d'habitants, un peu plus d'un pour cent, soit 500.000 signatures. En Ukraine, ce chiffre est de 3 millions de signatures, soit 6,5 % de la population.

De ce fait, seules des structures bien fondées et soutenues par les autorités ukrainiennes ou étrangères peuvent organiser un *«référendum d'initiative populaire»* en Ukraine. Ils sont également citoyens de l'Ukraine, mais cette initiative ne peut être qualifiée de populaire que de manière très provisoire.

Par conséquent, nous devons réduire le nombre de signatures pour initier un référendum à 1 ou 2 % des habitants du territoire où le référendum est organisé.

Si ce chiffre est de 2 p. 100, il faudra recueillir environ 55.000 signatures pour lancer un référendum sur la destitution du gouverneur de la région de Kharkiv; sur la destitution du maire de Kharkiv - 35 000 signatures;

lect about 55,000 signatures to initiate a referendum on the dismissal of the governor of Kharkiv region; on dismissal of the mayor of Kharkiv - 35 thousand signatures; on the dismissal of the head of the police station in Vradiyivka - 200 signatures.

Of course, it is possible to smash regional departments or collect the Maidan every time. But it is easier and more efficient to exercise direct democracy through referendums - Europe has long been convinced of this. Those who aspire to go to Europe, as well as those who plan to build Europe in Ukraine, should benefit from this experience.

Another important point is that the results of referendums, as a manifestation of the people's will, should come into force after their establishment, without any decisions of the authorities.

If Yanukovych resigns in this way - society will have a reliable way to remove from power any of his successors - and this is much more than just resignation.

How exactly to achieve the adoption of such a law by the Council?

Permanent Maidan throughout Ukraine

The public sector of Euromaidan consists of dozens of public organizations, which almost every day form coordination centers and declare themselves leaders of the public movement. However, many have already realized that it is not necessary to repeat the mistakes of politicians - we need to unite around principles, not individuals.

Therefore, I offer all the brothers from the Maidan the following principles of unity:

- Decision-making is based on the principle of *"one person - one vote"*.

- A representative of a public organization, formal or informal, shall have the number of votes in accordance with the number of members who elected him to represent them in the Public Sector Council.

Therefore, the Euromaidan medical service, self-defense forces, and kitchen volunteers, as organized groups, will have different influences on decision-making - but everyone, regardless of their role in the common cause, will be equal.

- From every 50-150 Maidan residents, 1 representative is elected to the Public Sector Council. Small groups should coordinate with each other and choose 1 representative from several groups.

- In making decisions by the Public Sector Council, each representative shall have a number of votes according to the number of people who elected him.

sur le renvoi du chef du poste de police de Vradiyivka - 200 signatures.

Bien sûr, il est possible de détruire les départements régionaux ou de collecter le Maïdan à chaque fois. Mais il est plus facile et plus efficace d'exercer la démocratie directe au moyen de référendums - l'Europe en est convaincue depuis longtemps. Ceux qui aspirent à aller en Europe, ainsi que ceux qui envisagent de construire l'Europe en Ukraine, devraient bénéficier de cette expérience.

Un autre point important est que les résultats des référendums, en tant que manifestation de la volonté populaire, devraient entrer en vigueur après leur établissement, sans aucune décision des autorités.

Si Ianoukovitch démissionne de cette façon - la société aura un moyen fiable de retirer du pouvoir n'importe lequel de ses successeurs - et c'est bien plus qu'une simple démission.

Comment parvenir exactement à l'adoption d'une telle loi par le Conseil?

Maïdan permanente dans toute l'Ukraine

Le secteur public de l'Euromaidan se compose de dizaines d'organisations publiques, qui forment presque tous les jours des centres de coordination et se déclarent dirigeants du mouvement public. Cependant, beaucoup se sont déjà rendu compte qu'il n'est pas nécessaire de répéter les erreurs des politiciens - nous devons nous unir autour de principes, pas autour des individus.

C'est pourquoi j'offre à tous les frères du Maïdan les principes suivants d'unité:

- La prise de décisions est fondée sur le principe: *«une personne - une voix»*.

- Un représentant d'un organisme public, formel ou informel, dispose du nombre de voix en fonction du nombre de membres qui l'ont élu pour les représenter au Conseil du secteur public.

Par conséquent, le service médical de l'Euromaïdan, les forces d'autodéfense et les bénévoles de la cuisine, en tant que groupes organisés, auront des influences différentes sur la prise de décisions, mais tous, indépendamment de leur rôle dans la cause commune, seront égaux.

- Sur 50 à 150 résidents de Maïdan, un représentant est élu au Conseil du secteur public. Les petits groupes doivent se coordonner et choisir un représentant parmi plusieurs groupes.

- Dans les décisions du Conseil du secteur public, chaque représentant dispose d'un nombre de voix en fonction du nombre de personnes qui l'ont élu.

- Le nombre de représentants au Conseil du secteur public n'est pas limité, et chaque nouveau groupe de

- The number of representatives in the Public Sector Council is not limited, and each newly formed group of 50–150 people can at any time send a representative or recall him and re-elect a new one.

- The group may oblige its representative to put to the Public Sector Council an issue voted by the group.

- If the group does not agree with the vote of its representative on the Council on a particular issue, it may hold a vote on the matter and inform the Council of the results. According to these results, the results of voting in the Council change.

- Experts, well-known public figures, moral authorities, etc. - may be invited by the Council for consultations, but decisions are made by voting of the Council.

- Members of the Public Sector Council shall alternately moderate its work. To perform specific tasks, temporary working groups are carried out, which are disbanded after the implementation of these tasks.

- Representatives of citizens in the Council or coordinators of working groups may not be persons holding managerial and administrative positions in state institutions, state enterprises and political parties.

- The Euromaidan Public Sector Council may coordinate with political parties when their interests coincide with those of the public, but shall not campaign for any political party.

Based on these principles, people can unite in groups on a territorial, professional or any other basis, elect their representative and influence the general decisions of the Euromaidan community: discuss new ideas in their group, offer their work to the Public Sector Council through their representative. At the same time, they will not be limited in their own initiative and will be able to self-organize at their own discretion.

Everyone will be able to join in making joint decisions and developing a common strategy. In the absence of such a desire, a person may not belong to any group and simply do what he deems necessary.

If necessary, this structure can be legally registered as a public organization, but this is not a priority.

After the completion of the Kyiv stage of the Maidan, this organization can protect itself from repression, create mutual aid structures that will meet the needs of society instead of the state and oligarchic businesses - such as production, agricultural and consumer cooperatives in trade, insurance, medicine, independent trade unions. etc...

50 à 150 personnes peut à tout moment envoyer un représentant ou le rappeler et en réélire un nouveau.

- Le groupe peut obliger son représentant à soumettre au Conseil du secteur public une question votée par le groupe.

- Si le groupe n'est pas d'accord avec le vote de son représentant au Conseil sur une question particulière, il peut tenir un vote à ce sujet et en informer le Conseil. Selon ces résultats, les résultats du vote au Conseil changent.

- Des experts, des personnalités publiques bien connues, des autorités morales, etc... - peuvent être invités par le Conseil pour des consultations, mais les décisions sont prises par vote du Conseil.

- Les membres du Conseil du secteur public modèrent alternativement ses travaux. Pour effectuer des tâches spécifiques, des groupes de travail temporaires sont mis en place, qui sont dissous après la mise en œuvre de ces tâches.

- Les représentants des citoyens au sein du Conseil ou les coordinateurs des groupes de travail ne peuvent être des personnes occupant des postes de direction et d'administration dans les institutions publiques, les entreprises publiques et les partis politiques.

- Le Conseil du secteur public de l'Euromaïdan peut se coordonner avec les partis politiques lorsque leurs intérêts coïncident avec ceux du public, mais ne fait pas campagne pour un parti politique.

Sur la base de ces principes, les gens peuvent s'unir en groupes sur une base territoriale, professionnelle ou autre, élire leur représentant et influencer les décisions générales de la communauté Euromaïdan: discuter de nouvelles idées dans leur groupe, offrir leur travail au Conseil du secteur public par l'entremise de leur représentant. En même temps, ils ne seront pas limités dans leur propre initiative et pourront s'auto-organiser à leur propre discrétion.

Tout le monde pourra participer à la prise de décisions conjointes et à l'élaboration d'une stratégie commune. En l'absence d'un tel désir, une personne ne peut appartenir à aucun groupe et simplement faire ce qu'elle juge nécessaire.

Si nécessaire, cette structure peut être légalement enregistrée en tant qu'organisation publique, mais ce n'est pas une priorité.

Après l'achèvement de l'étape de Kiev du Maïdan, cette organisation peut se protéger de la répression, créer des structures d'entraide qui répondront aux besoins de la société plutôt qu'à ceux de l'État et des entreprises oligarchiques, comme la production, les coopératives agricoles et de consommation dans le commerce, l'assurance, la médecine, les syndicats indépendants. etc...

Les prochaines étapes

The next steps

As the stay on the Maidan does not bring results in the form of decisions of officials, I propose to expand the list of means of public pressure.

Initiatives to put pressure on pro-government oligarchs look promising, but insufficient. It is necessary to picket the houses, offices and businesses of all deputies of the pro-government majority.

To do this, you can create mobile groups of 30-40 people who will picket 4-5 objects a day. Each group should have many posters, banners and several loudspeakers. Picketing will last 1-2 hours.

It is desirable that police and journalists respond to them. It is not necessary to engage in skirmishes - when there is a threat of physical confrontation, the group disperses and gathers near the place of the next picket.

In this way, one can not only put pressure on the button-pushers - after all, they are the ones who vote in the Verkhovna Rada, the instinct of self-preservation can prevail over party discipline — but also involve a passive part of Kyivites from different parts of the city.

Also, if possible, you should camp near Mezhyhirya and under the Verkhovna Rada, so that the legislature can be picketed during votes for bills that are important to the community.

To organize such pressure requires today:

- create a map with the homes, offices and businesses of pro-government deputies of the Verkhovna Rada;

- to form mobile groups of picketers: at least, to create a point where those who want to take part can apply;

- take care of equipment: appropriate posters, loudspeakers, etc...;

Maidan's legal service needs not only to take care of detainees, but also to draft laws to be passed by the Verkhovna Rada under public pressure.

It's not easy. But radical changes in society are never made without the efforts of thousands and thousands of people who have decided to live differently.

Comme le séjour sur le Maïdan n'apporte pas de résultats sous forme de décisions de fonctionnaires, je propose d'élargir la liste des moyens de pression publique.

Les initiatives visant à mettre la pression sur les oligarques pro-gouvernementaux semblent prometteuses, mais insuffisantes. Il est nécessaire de piquer les maisons, les bureaux et les entreprises de tous les députés de la majorité pro-gouvernement.

Pour ce faire, vous pouvez créer des groupes mobiles de 30 à 40 personnes qui piqueront de 4 à 5 objets par jour. Chaque groupe devrait avoir plusieurs affiches, bannières et plusieurs haut-parleurs. Le piquetage durera de une à deux heures.

Il est souhaitable que la police et les journalistes y répondent. Il n'est pas nécessaire de se livrer à des escarmouches - lorsqu'il y a menace d'affrontement physique, le groupe se disperse et se rassemble près du lieu du prochain piquet.

De cette façon, on ne peut pas seulement faire pression sur les décideurs - après tout, ce sont eux qui votent dans la Verkhovna Rada, l'instinct de conservation peut prévaloir sur la discipline du parti - mais aussi impliquer une partie passive des habitants de Kiev de différentes parties de la ville.

Aussi, si possible, vous devriez camper près de Mezhyhirya et sous la Verkhovna Rada, de sorte que la législature soit piquetée pendant les votes pour les projets de loi qui sont importants pour la communauté.

Organiser une telle pression exige aujourd'hui:

- de créer une carte avec les maisons, bureaux et entreprises des députés pro-gouvernement de la Verkhovna Rada;

- de former des groupes de piqueteurs mobiles: au moins, créer un point où ceux qui veulent participer peuvent postuler;

- de prendre soin du matériel: affiches appropriées, haut-parleurs, etc...;

Le service juridique de Maïdan doit non seulement s'occuper des détenus, mais aussi rédiger des lois qui seront adoptées par la Verkhovna Rada sous la pression publique.

Ce n'est pas facile. Mais des changements radicaux dans la société ne sont jamais faits sans les efforts de milliers et de milliers de personnes qui ont décidé de vivre différemment.